



Un journaliste un arbre l'UPF-TOGO et la commune Golfe 7 à l'EPP Yokoè P.4

Ni à gauche ni à droite même pas au centre

OTR
POUR
**LA SECURISATION
BIENS FONCIERS**

OUI CAMPAGNE DE COLLECTE
D'INFORMATIONS FONCIÈRES

COMMUNES
Agoe-Nyive 1 & 2

22 Mai | 20
21 Août | 23



Prix 250 fcfa



Le Libéral

N°626

Hebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion Mercredi 07 Juin 2023

6 Juin :
La population
de PYA a souhaité
joyeux anniversaire
au PR dans une **P.7**
ambiance festive



**Recensement
dans la zone 3 et
situation sécuritaire:**
Les populations
déplacées recensées
dans leurs lieux
d'accueil **P.5**

**Programme
présidentiel
d'excellence:**
22 nouveaux **P.3**
diplômés intègrent
l'administration
publique

Adieu votre honneur... P.4

Politique :
BÂTIR dévoile
son projet **P.2**
de société



Elections régionales :
L'autre étape du processus
de décentralisation **P.4**



Protection des défenseurs des droits de l'homme: La CNDH a organisé une table ronde

Une délégation de l'Association francophone des commissions nationales des droits de l'homme (AFCNDH) séjourne au Togo depuis le 4 juin. Cette mission qui va durer jusqu'au 9 juin prochain vise à contribuer à la mise en place d'un cadre légal et institutionnel de protection des défenseurs des droits.

C'est dans cette dynamique que la Commission nationale des droits de l'homme a organisé lundi dernier une table ronde qui a rassemblé les organisations de défense des droits de l'homme et autres parties prenantes à l'avant-projet de loi portant protection des défenseurs des droits de l'homme.

Les contributions des uns et des autres ont été recueillies et devraient permettre à enrichir les actions de plaidoyer



auprès des pouvoirs publics. Il faut dire que le Togo réfléchit à une loi pour protéger les défenseurs des droits de l'homme. L'idée fait son chemin depuis un bout de temps et plusieurs réunions ont été tenues dans ce sens.

Au-delà de la table ronde, la délégation a participé hier

mardi à un atelier de renforcement de capacité de la CNDH. Il est également prévu des rencontres avec les autorités.

Il faut rappeler que la mission de protection des droits de l'homme a été confiée à la CNDH au Togo. ■■■

Politique :

BÂTIR dévoile son projet de société

Mouvement au départ, le Bloc alternatif togolais pour une innovation républicaine (BÂTIR) s'est mué depuis le 3 mai 2019 en formation politique. Le parti dans le cadre de la célébration de ses 4 ans d'existence a échangé avec la presse au cours d'un dîner, une occasion pour les cadres du parti d'établir un bilan et se projeter vers l'avenir.

active aux actions parlementaires notamment les travaux en commission et les débats en plénières. BÂTIR, c'est aussi le soutien apporté au candidat UNIR vainqueur de la présidentielle de 2020. Pour l'avenir, le parti nourrit des ambitions. Il dispose d'un programme de société rédigé avec l'appui des consultants. Le parti qui se réclame du courant social-démocrate



S'agissant du bilan, il faut reconnaître qu'il est plus ou moins élogieux pour un parti qui ne totalise que 4 années d'existence. Deux député à l'Assemblée nationale, un maire et des conseillers municipaux, le parti a également pris une part active au cadre national des acteurs politiques et au cadre permanent de concertation, participation

prône un Etat social, au sein d'une économie capitaliste du marché, à même d'assurer les droits sociaux des individus. Le parti met un accent sur la santé, l'éducation et le développement des infrastructures. Pour les prochaines échéances électorales, il faudra sans doute compter avec cette force politique dont les militants de base sont essentiellement jeunes. ■

PF

Agoè-Nyivé/ Journée nationale de l'arbre : La section préfectorale du NET met en terre des goyaviers

Une trentaine de membres, militants et sympathisants du Nouvel Engagement Togolais (NET, parti de l'opposition) ont mis en terre une centaine de goyaviers aux abords du lycée d'Agoè ce samedi 2 juin. Cette opération qui s'inscrit dans le cadre de la journée nationale de l'arbre a été faite par la section communale du parti, en collaboration avec les autorités locales.

préservation de la nature".

Gontran Yaguiwata, 3ème adjoint au maire qui a supervisé l'opération a salué les efforts du NET et assuré de la franche collaboration de la municipalité.

Il a par ailleurs assuré les uns et les autres, des différentes mesures idoines qui seront prises pour un régulier et constant suivi des arbustes pour leur éclosion.

" Le fait que ce soit aux



Pour Steve Batema, Président Préfectoral d'Agoè du parti, il s'agit d'une action qui vient conforter la vision du NET, un parti qui ne fait pas que la politique,

abords du lycée d'Agoè que ces goyaviers soient plantés n'est pas anodin. C'est une aire où chaque samedi, nous venons tous faire le sport. Autant vous assurer



mais " promet un meilleur environnement et éduque les populations à s'approprier des valeurs éthiques de protection et de

qu'après le sport chaque samedi, nous viendrons constater le développement de ces jeunes plants", a-t-il dit.

Durant ce mois de juin, le parti de Gerry Taama ambitionne mettre en terre 1 000 plants dans la municipalité d'Agoè-Nyivé 1. ■■■

Démocrate

LE LIBÉRAL, c'est tous les mercredis



Récépissé N°0416/23/12/10/HAAC du 23 décembre 2010

Directeur de la Publication

PETCHEZI P. D. Fabrice

Comité de Rédaction

PETCHEZI Fabrice
Alain TCHEDRE
Prosper AWIH
Dick MESSAN (Stagiaire)
Cyrille SABLASSOU

Correcteur

S. Didier

Infographie

JPB

Adresse

Route du Contournement CEDEAO,
Agoè Démakpœ, non loin des rails
Tél: +228 90 15 87 53
+228 22 42 83 46
13 BP 152 Lomé-TOGO

Imprimerie

SDR

Tirage

1000 exemplaires

Programme présidentiel d'excellence: 22 nouveaux diplômés intègrent l'administration publique

Au Togo, 22 jeunes diplômés de la troisième promotion du Programme présidentiel d'excellence (PPE) vont intégrer l'administration publique après 18 mois de formation pratique. La cérémonie de leur accueil et intégration officiels a été présidée en fin de semaine dernière (vendredi 2 juin) au Palais présidentiel à Lomé par la ministre, Secrétaire générale de la Présidence de la République, Sandra Ablamba JOHNSON.



Une fois à leurs différents postes d'affectation, ces jeunes, grâce à leurs compétences et expériences professionnelles notamment dans les domaines de la communication, gestion de projet, résolution de problèmes, pensée analytique et en esprit critique, devraient contribuer à la mise en œuvre effective des projets structurants de la Feuille de route gouvernementale Togo 2025.

« Tout bénéficiaire du Programme présidentiel d'excellence doit être entreprenant. Je vous invite à nourrir l'administration par votre dynamisme et votre vivacité. Gardez à l'esprit, le service à la nation et n'hésitez surtout pas à partager votre expertise acquise tout au long de vos parcours avec vos collègues, vos nouveaux alliés sur la route du

développement national », a conseillé Sandra JOHNSON.

A ces nouveaux agents de l'administration publique, la collaboratrice de Faure GNASSINGBE a recommandé le dévouement dans leurs nouvelles fonctions et la pérennisation des valeurs républicaines et professionnelles « qu'ils ont acquises au cours de leur formation ». « Il est question d'apporter de l'innovation, une touche neuve aux questions de résolution des problèmes, de transformation structurelle et productivité dans les secteurs à fort potentiel, bien évidemment apprendre des aînés qui sont sur le terrain », a déclaré la SG de la présidence. Sandra Ablamba JOHNSON n'a pas manqué de remercier le Chef de l'État pour avoir mis sur pied ce programme de formation.

Elle a par ailleurs félicité les partenaires techniques et financiers du programme notamment, le cabinet SHARE qui assure la formation des jeunes togolais dans le cadre du Programme présidentiel d'excellence (PPE) pour leur adhésion à cette initiative présidentielle.

Pour rappel, le Programme présidentiel d'excellence (PPE) initié par le Chef de l'État a été lancé en 2019 pour apporter une meilleure réponse aux attentes de l'économie nationale et du développement durable et concerté du Togo. Le Programme repose à cet effet sur quatre piliers à savoir « les compétences professionnelles », « le leadership », « l'ouverture sur le monde et la Feuille de route gouvernementale Togo 2025 ». Il est conçu pour être complémentaire aux études académiques et préparer les étudiants et les

jeunes professionnels à rejoindre l'administration publique.

Suite à l'adoption de la Feuille de route gouvernementale, cette initiative innovante du Chef de l'État, offre chaque année à partir de 2021, aux étudiants et jeunes professionnels togolais deux types de formations intensives que sont le Programme « Jeunes Diplômés » et le Programme master. Le premier est dédié à 20 étudiants titulaires d'un master 2 dans une université togolaise et le second à 20 étudiants en master 1 ou 2 des universités de Lomé, Kara et UCAO-UUT. Les étudiants sélectionnés

suivent un programme intensif de formations en parallèle de leur master.

Le PPE est à sa quatrième promotion. Depuis son lancement, 140 jeunes Togolais ont été enrôlés dont 80 déjà intégrés dans l'administration publique et 60 en formation.

A noter que le gouvernement met également en œuvre d'autres programmes similaires, notamment le Programme d'excellence des femmes africaines (PEFA). Ce mécanisme lancé en mars 2021 vise à former des jeunes femmes Togolaises talentueuses à l'entrepreneuriat et à des emplois d'impact dans les institutions du secteur public ou privé. ■■■■

6 Juin : La population de PYA a souhaité joyeux anniversaire au PR dans une ambiance festive

Ils étaient des milliers de personnes ce 6 juin sur le terrain de Kagnaladè dans le canton de Pya, ce n'était pas la finale des Evala rassurez-vous, mais plutôt une fête organisée par la population de PYA ce 6 juin pour dire joyeux anniversaire au Président de la République Faure Essozimna Gnassingbé natif du canton.



Une occasion pour le chef de canton de Pya, Dr SAMA, et sa population d'implorer la bénédiction divine et les mânes de nos ancêtres sur le chef de l'Etat afin qu'il mène à bien la destinée de notre pays le Togo. Prestation de

chorale, chants et danses traditionnelles, la liesse était générale.

Il faut rappeler que le recensement se déroule en ce moment dans la zone 3 qui prend en compte la région de la Kara et des Savanes. Mme le chef de canton a profité de l'occasion pour faire d'une pierre deux coups sensibilisant les populations de Pya à aller se faire enrôler et

obtenir leur carte d'électeur.

Déjà vendredi, toujours dans le cadre de l'anniversaire du chef de l'Etat, des prières musulmanes avaient été organisées puis un culte dimanche à l'Eglise évangélique presbytérienne de la localité. Dans la matinée du lundi une cérémonie de libation a eu lieu à Pya Hodo. ■■■■

Elections régionales : L'autre étape du processus de décentralisation

Les Togolais s'apprêtent à franchir une nouvelle étape dans le processus de décentralisation engagé depuis 2019 avec la tenue des élections municipales. Ils devront élire dans les prochains mois et ce, pour la première fois, leurs conseillers régionaux. Face à cette nouvelle compétition électorale, beaucoup se posent des questions sur l'importance réelle de cette échéance dans la vie politique du pays. Quelles sont les attributions des différentes instances qui seront mises en place à l'issue de ce type d'élection, quel apport dans le développement socioéconomique du pays et quelle contribution dans la stabilité politique du pays ? Éléments de réponses dans cet article.



délibérante de la région, le Conseil régional. C'est dire donc que les affaires de la région qui touchent presque tous les domaines importants du développement seront désormais traitées avec beaucoup plus de maîtrise et de réalisme par des hommes et femmes qui sont censés être plus proches des réalités des régions. Ce qui suppose que comme dans le cas des conseillers municipaux, les conseillers régionaux sauront mieux affecter les ressources disponibles aux besoins de leurs régions en fonction des priorités. Ceci étant, il est évident que chaque région bénéficie dorénavant de plus d'attention de la part de ses autorités locales contrairement à la lenteur qu'on pouvait constater auparavant dans les interventions du pouvoir central.■■■

Roger GBESSIA

D'emblée, il faut dire que toute élection représente un enjeu politique important tant pour les partis politiques que pour le fonctionnement même de l'Etat en général. Au Togo, le processus de décentralisation enclenché depuis la tenue des élections municipales en 2019, se poursuit pour la concrétisation de la dernière étape de la décentralisation. Ainsi, conformément au chronogramme du gouvernement, il sera organisé avant la fin de cette année 2023, les élections dites « régionales ».

Ce qui permettra aux populations d'élire les conseillers régionaux chargés d'administrer les différentes régions pour un mandat de six ans renouvelable. Réuni en Conseil des ministres le 20 janvier 2023, le Gouvernement avait déjà pris soin d'adopter un projet de décret pour la création de ces subdivisions administratives. « Cet avant-projet de loi vise à créer les collectivités territoriales régions gérées par des conseillers régionaux élus, qui désigneront à leur tour les exécutifs régionaux qui joueront un rôle important dans le développement local... La création de ces collectivités territoriales régionales est déterminante dans le cadre de la préparation des élections régionales à venir » avait-on lu dans le communiqué ayant sanctionné les travaux du Conseil des ministres.

A l'issue de ces élections, les cinq régions que compte le pays deviendront des collectivités territoriales au

même titre que les communes définies comme étant des personnes morales de droit public dotées d'autonomie financière dans la dynamique de la décentralisation et du renforcement des libertés locales enclenchée depuis 2019. Et pour ceux qui veulent connaître les attributions du Conseil régional, ils peuvent questionner la loi N°2019-006 portant modification de la loi N° 2007-011 du 13 mars 2007 relative à la décentralisation et aux libertés locales modifiée par la loi N° 2018-003 du 31 janvier 2018. Une loi qui précise donc les attributions du Conseil régional ainsi que les compétences propres, les compétences partagées et les compétences transférées. Selon l'article 240 de cette loi, le Conseil régional s'occupe des affaires de développement de la région en lien avec les orientations faites au plan national. « Le Conseil régional règle par ses délibérations, les affaires de la région. Il programme et met en œuvre les opérations et les actions de développement de la région, conformément aux orientations nationales en la matière » précise l'article.

Le Conseil de préfecture a pour prérogative de voter le budget de la région conformément à la procédure budgétaire en vigueur. Il lui revient également le droit de définir, élaborer et adopter le programme de développement économique et social de la région. Il a aussi la compétence de créer et gérer les services publics

régionaux dans le cadre fixé par la loi.

Le Conseil régional statue définitivement sur les affaires suivantes : l'acquisition, l'échange de propriété mobilières ou immobilières ; le changement de destination des propriétés et des édifices régionaux ; l'ouverture, la réhabilitation, et l'entretien des pistes régionales, la gestion des projets, plans et devis des travaux à exécuter pour les constructions des routes. Le Conseil statue également sur les grands travaux à effectuer dans la région avec le concours financier de l'Etat et éventuellement avec celui d'autres collectivités

territoriales ; l'approbation des projets, plans et devis de tous travaux à exécuter sur les fonds du budget régional ; l'appréciation des propositions faites par les communes, les associations et les particuliers pour concourir à des dépenses d'intérêt régional ; la concession à des personnes physiques ou morales des travaux d'intérêt régional ; la construction et l'entretien des ponts etc...

Comme on le sait, les élections régionales vont déboucher sur l'élection des conseillers régionaux qui siègent à l'Assemblée

Adieu votre honneur...

Décédé le 26 mai dernier, le président de la Cour constitutionnelle Aboudou ASSOUMA a eu droit à une cérémonie officielle d'hommage due à son rang.

La cérémonie s'est déroulée à la Place des fêtes de la Présidence de la République, le 5 juin en présence du Chef de l'Etat, le Premier ministre, la présidente de l'Assemblée nationale, les membres du gouvernement, des délégations des Cours constitutionnelles des pays amis du Togo, ainsi que les proches du défunt étaient présents pour cette cérémonie d'adieu.

Prière musulmane, éloges funèbres, membres de la famille, membres du



gouvernement, et collègues ont exprimé l'immense douleur, et le grand vide difficile à combler que laisse l'illustre disparu. Aboudou ASSOUMA a été conduit dans l'après-midi à sa dernière demeure au cimetière musulman d'Adetikopé, après une ultime prière musulmane au centre islamique de Lomé.

Juriste, professeur d'université, procureur de la République et

ministre délégué, entre autres, le haut magistrat avait été nommé à la tête de la plus haute juridiction togolaise en 2007. Il a été reconduit deux fois, en 2014 et fin 2019, puis un nouveau mandat de 6 ans.

Aboudou ASSOUMA fut par ailleurs l'un des artisans de la création de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) dont il a été vice-président.■■■

La Rédaction

Recensement dans la zone 3 et situation sécuritaire: Les populations déplacées recensées dans leurs lieux d'accueil

Le recensement électoral est dans sa dernière phase avec le démarrage des enrôlements depuis le 5 juin dans la zone 3 composée de la région de la Kara et des Savanes. Toutes les dispositions ont été prises par la CENI pour ne laisser aucun Togolais en âge de voter sur le carreau.



Ce n'est un secret pour personne la région des Savanes est en état d'urgence sécuritaire ce qui pourrait rendre les choses un peu difficiles pour les agents recenseurs. Du côté de la commission électorale, on assure que des mesures sont prises pour les populations

déplacées pour des raisons sécuritaires. Celles-ci seront tout simplement recensées dans leurs lieux d'accueil. Le recensement dans cette zone est prévu pour prendre fin le 12 juin. Le Togo se prépare à organiser au cours de cette année plusieurs élections dont les législatives et les régionales. ■

Une Unité de soins périphériques et un abattoir moderne inaugurés dans la Préfecture des Lacs par la ministre Sandra Ablamba JOHNSON

La ministre, secrétaire générale de la présidence de la République, Sandra Ablamba JOHNSON, accompagnée du ministre du développement à la base, Myriam DOSSOU-D'ALMEIDA, a inauguré le vendredi 2 juin 2023 à Fio-Kondji, une Unité de soins périphériques (USP) et un abattoir moderne à Hémazo dans la préfecture des Lacs plus précisément dans la commune des Lacs 1.



Yoto, Vo, Bas Mono et des localités frontalières, dont Grand Popo au Bénin. En réceptionnant ces ouvrages, la SG de la Présidence, Sandra Ablamba JOHNSON a expliqué les objectifs qui sous-tendent leur réalisation et a relevé l'importance et la priorité que le Chef de l'État accorde aux questions de santé des populations

L'USP de Fio-Kondji comprend des salles de consultation, de soins, d'accouchement, de suite d'accouchement, de consultation prénatale, de petite chirurgie, une pharmacie et une grande salle d'attente. L'ouvrage réalisé dans le cadre du Programme d'appui aux populations vulnérables (PAPV) et financé par la Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER), facilitera l'accès aux soins aux

populations en rapprochant les infrastructures de ces dernières.

L'abattoir moderne de Hemazo réalisé également dans le cadre du PAPV comprend des bureaux, une chambre froide, une salle aménagée pour abattre les bêtes, une salle de vente de la viande, une salle de traitement des bêtes, un lavabo et des sanitaires. Cette infrastructure desservira les préfectures des Lacs,



surtout celle des femmes. Elle a rassuré ses interlocuteurs que le gouvernement ne ménagera aucun effort pour le développement humain et durable. Le maire de la commune des Lacs 1, Me Koffi Alexis AQUEREBURU et les bénéficiaires ont exprimé leur gratitude au

Chef de l'État et aux bienfaiteurs pour ces infrastructures mises à leur disposition. Ils ont promis faire un bon usage et les entretenir pour le bien-être de tous. La coupure du ruban symbolique et la visite des lieux ont mis fin aux cérémonies. ■■■

Un journaliste un arbre l'UPF-TOGO et la commune Golfe 7 à l'EPP Yokoè

Professionnels des médias, personnalités de la commune Golfe 7 ont convergé ce matin vers l'école primaire publique Yokoe dans la commune de Golfe 7.

Plusieurs plants ont été mis en terre. C'est une tradition qui a été respectée une fois encore par la section Togo de l'union de la presse francophone qui chaque année donne l'opportunité aux professionnels des médias de mettre un



plant en terre dans le cadre de la journée nationale de l'arbre.

Cette année l'UPF-Togo l'a fait avec la commune de Golfe 7.

Marché de Bè Klikamé :

L'AOCTAH organise les femmes commerçantes

Les commerçantes grossistes du grand marché de Klikamé bénéficient d'un accompagnement structurel grâce à l'Association ouest-africaine du commerce transfrontalier des produits alimentaires, agro-sylvo-pastoraux et halieutiques (AOCTAH), une organisation sous régionale qui promeut le commerce transfrontalier des produits du cru dont les produits maraîchers.

Pour M. Adzika Kossi Delali, responsable en charge de la Communication de l'AOCTAH, un travail est en train d'être fait actuellement avec les femmes pour faciliter les conditions d'exercice de leur activité qu'est le commerce. La première difficulté rencontrée est le

regroupement de ces femmes en syndicats et associations au lieu de se retrouver en société ou coopérative comme le prévoit l'acte de l'OHADA. Le premier acte posé par l'AOCTAH sur le site de Bè Klikamé a consisté avec le concours de l'EPAM à permettre aux acteurs dudit

marché d'obtenir un bureau. A ce jour, des coopératives simplifiées sont en train d'être mises en place. L'objectif visé est de les unir à terme en une seule coopérative avec conseil d'administration.

« Cela nous permet beaucoup plus de les accompagner et de faire des plaidoyers auprès des institutions financières pour leur accompagnement. A ce titre, nous menons des discussions avec Orabank pour qu'un mécanisme de financement des femmes soit installé pour ces dernières », assure-t-il. Il est également question (en attendant l'arrivée des



grandes Banques) d'implanter une Agence financière dans le marché qui va délivrer des services de transfert d'argent pour faciliter les transactions des commerçantes. Des discussions sont menées actuellement avec l'EPAM dans ce sens.

Pour le reste, il revient aux femmes de bien animer le marché et attirer la clientèle même si l'EPAM doit rester à l'écoute des femmes commerçantes. Il

est également souhaité une flexibilité des institutions bancaires envers les femmes.

Pour rappel, l'AOCTAH (en Anglais West African association for cross-border trade, in agro-forestry-pastoral and fisheries products and food -WACTAF) est présente dans 17 pays en Afrique. A savoir les 15 pays de la CEDEAO en plus de 02 pays du CILSS que sont le Tchad et la Mauritanie. ■■■■

La Rédaction.

Politique/CAR :

Yao DATE prend officiellement fonction

Eu le 27 mai dernier à l'occasion du 5^e congrès statutaire, le nouveau président Yao DATE du Comité d'Action pour le Renouveau (CAR) a officiellement pris fonction ce lundi 05 juin 2023. Installé dans le fauteuil de l'ex président-fondateur, feu Me Yawovi Agboyibo par les dignitaires du parti, le natif d'Ahépé (préfecture de Yoto) devra relever le défi de la relance du parti à l'approche des échéances électorales.

La cérémonie de passation de charge s'est déroulée ce lundi 05 juin au siège du parti entre le président par intérim Kolani Yendouban et le nouveau président élu Yao Daté, en présence de plusieurs autres cadres du parti à l'exception des dissidents. Resté discret sur la scène politique nationale pendant plusieurs années, Yao Daté vient de succéder à l'un des monuments de la politique togolaise : Yawovi Agboyibo. Il aura donc la lourde mission de relancer le parti dans un contexte de dissensions internes. « Aujourd'hui, la nature a voulu que je sois le tout-premier successeur de ce monument. Je suis convaincu que cette même nature nous guidera, moi et mon équipe afin que nous puissions atteindre nos objectifs... Notre premier chantier consiste à tendre la main à nos frères et sœurs qui sont partis. Nous leur tendons la main et leur disons que dans un match de football, il y a toujours un gagnant et un perdant, c'est la vie. J'ai l'espoir qu'ils reviendront » a-t-il déclaré.

La prise de fonction du nouveau patron du CAR vient mettre fin à trois ans de léthargie qu'a traversé le parti depuis le décès de son fondateur, le gourou de Kouvé. Et comme l'a si bien relevé, le premier défi majeur reste la relance du parti face aux échéances électorales en cours de préparation. Ce qui passera nécessairement par le règlement de la crise interne, car les nouveaux responsables du parti auront besoin de fédérer les énergies autour du nouveau bureau pour un nouveau départ. Pourront-ils réussir cette mission ? L'avenir nous le dira. ■■■■

Roger GBESSIA



SAFER

Chers usagers de la route,
Présenter les gros billets au poste de péage, crée l'embouteillage, les longues files d'attente, les heurts et la perte de temps.

Présenter aux guichets des péages la juste monnaie selon la catégorie de votre engin, est un acte civique et citoyen qui évite les longues files d'attente et fait gagner en temps.

Tous pour la fluidité du franchissement aux postes de péage.

Ceci est un message de la Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER)

Administrations des douanes dans l'espace CEDEAO : Lomé abrite une rencontre d'évaluation de l'interconnexion des systèmes informatiques

Il se tient du 5 au 9 juin prochain à Lomé, une rencontre sous régionale des administrations douanières des pays membres de la CEDEAO et de l'UEMOA. Une rencontre qui vise non seulement à évaluer l'interconnexion des systèmes informatiques des administrations des douanes mais aussi à examiner les projets de protocole d'accord et d'instruction-cadre entre le Bénin, le Burkina-Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo. Ceci, pour rendre effectif le SIGMAT sur plusieurs corridors.



Initié par la CEDEAO avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers (CNUCED, l'Union européenne, la Banque mondiale, la GIZ...), le SIGMAT se présente comme une solution fonctionnelle de facilitation de déclaration de transit entre les Etats membres de la Communauté sous régionale. Après son adoption à Abidjan en 2019 comme standard pour la mise en œuvre de système

d'interconnexion entre les douanes des pays membres de la CEDEAO, il a été opérationnalisé dans les pays comme le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Niger et le Togo.

En effet, le SIGMAT est un outil qui permet l'échange des données et le suivi électronique des marchandises en transit entre les administrations douanières des Etats membres de la Sous région ouest africaine, contribuant

ainsi à la réduction du temps de passage aux différents postes de douane sur les corridors où il est en vigueur. L'échange d'informations à travers le SIGMAT favorisera au profit des Etats la sécurisation des échanges, la lutte contre la fraude, la maîtrise des recettes fiscales et douanières et la fiabilité des données. Ce qui participera au renforcement et à l'efficacité des mesures commerciales prises dans

l'espace CEDEAO. « Pendant ces trois jours, de travaux, vous serez amenés à évaluer le SIGMAT sur divers corridors et à examiner les projets de protocole d'accord et d'instruction-cadre...C'est un outil déterminant pour les administrations douanières de notre communauté....Je vous invite à y accorder une grande importance pour l'atteinte des objectifs

assignés à cette réunion » a déclaré Essien Kakra, Commissaire des douanes et droits indirects de l'OTR à l'ouverture des travaux, lundi dernier.

Faut-il le souligner, l'établissement et la mise en œuvre du Système Interconnecté de Gestion des Marchandises en Transit (SIGMAT) représentent le désir et la volonté de la CEDEAO et de ses Etats membres de réformer et de moderniser la procédure de transit dans la région de la CEDEAO. Ce qui fait partie des réformes du transit qui ont abouti à l'adoption de l'Acte additionnel sur le régime de transit communautaire de la CEDEAO par les Chefs d'Etat et de Gouvernement et du règlement sur le mécanisme de garantie communautaire de la CEDEAO en décembre 2021.

La rencontre de Lomé pourrait déboucher sur l'adoption du SIGMAT entre les huit pays en conclave dans la capitale togolaise avant de s'étendre dans les autres pays de la sous-région. De façon spécifique, ce mécanisme permettra aux services douaniers interconnectés d'échanger instantanément des informations relatives aux marchandises en transit. Ce qui permet ainsi de sécuriser la chaîne logistique internationale tout en minimisant les risques de fraudes. Selon les acteurs douaniers, il présente des avantages aussi bien pour les administrations douanières que pour les opérateurs économiques en raison de la réduction considérable du temps d'attente aux frontières. ■

La Rédaction

Education/Moyen-mono : L'EPP d'Afotrokpé bientôt dotée d'un bâtiment scolaire flambant neuf

L'École primaire publique d'Afotrokpé (préfecture du Moyen-mono) sera bientôt dotée d'un bâtiment scolaire flambant neuf construit par la société CIMCO, dans la mise en œuvre de sa responsabilité sociétale d'entreprise.



Le 1er juin dernier, l'école a en effet prêté son cadre à une cérémonie de pose de première pierre pour la construction d'infrastructures scolaires composées d'un bâtiment de 3 salles de classes, d'une direction et d'un bloc de latrines, présidée par Dr Piyabalo NABEDE, Directeur de cabinet du MEPSTA qui a représenté le ministre en chargé de ce secteur, en présence du préfet de Tohoun, le Colonel DJATO.

Cette initiative de la Cimenterie de la Côte Ouest Africaine (CIMCO INDUSTRIE) vient conforter la feuille de route gouvernementale et permettra de doter les élèves de cette école des infrastructures adéquates à

leur plein épanouissement, un cadre sécurisé et un environnement adapté.

En marge de la pose de la première pierre de cette école, tous les acteurs réunis ont honoré la journée nationale de l'arbre en mettant en terre des plants. Deux accords ont également été paraphés, d'abord entre l'université de Lomé représentée par M. SOSOE Kodjo, Directeur de cabinet de l'Université de Lomé (UL), de M. Arouna SAWADOGO, Directeur d'exploitation de CIMCO, puis entre la société et le MEPSTA.

Ces deux accords visent à ouvrir de nouvelles perspectives de coopération entre les trois entités dans le domaine de la formation professionnelle, la recherche et le développement technologique sur la base du partenariat public/privé (PPP). Ils concrétisent l'engagement de la CIMCO aux côtés de l'UL comme partenaire pour l'atteinte de l'ambition de l'Ecole Polytechnique de Lomé d'être une grande école de référence qui crée le pont entre la formation et les entreprises. Cette grande société renforce encore plus le PPP avec son intérêt de construire un important lot d'infrastructures dans le secteur de l'éducation.

En effet, la CIMCO, soucieuse de sa



responsabilité sociétale, a choisi le secteur de l'éducation et de la santé. Elle s'est ainsi engagée pour le développement économique et social du Togo. Elle soutient l'offre des conditions d'une innovation soutenue par la recherche et permet de valoriser les connaissances scientifiques. La CIMCO, en s'engageant aux côtés de l'UL et du MEPSTA, veut aider à mobiliser toutes les potentialités humaines et matérielles pour la réalisation des objectifs fixés par la Feuille de route gouvernementale 2020-2025, notamment à travers les projets prioritaires P9 et P10.

"L'éducation est la clé du développement et investir dans les infrastructures scolaires est une priorité pour le gouvernement... Nous voulons offrir à nos enfants un environnement d'apprentissage propice, où ils pourront s'épanouir et réaliser leur plein potentiel », a déclaré le Directeur de cabinet, Dr Piyabalo NABEDE à cette occasion.

Democrate

Joue et tente de gagner **ta voiture!**

***8555#**

ou envoie Togocom
par sms au 8555

O TENTÉA?



Inscription à 100F
Cumule des points pour être
éligible à la voiture Toyota Starlet
Coût du sms: 100F
Période du jeu: 23 mai au 21 juillet 2023

Avancer. Pour vous. Pour tous. togocom.tg   

